

Nous sommes toujours trop gourmands

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **36 (1999)**

Heft 1400

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1014797>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Nous sommes toujours trop gourmands

Le projet «Énergie 2000» commence à porter ses fruits. Soyons optimistes, il a permis de freiner la consommation d'énergie. Cependant, l'objectif de diminuer la consommation d'énergie fossile n'est pas atteint.

LE PROGRAMME «ÉNERGIE 2000» donne de bons résultats. Mais nous sommes encore loin des objectifs fixés en 1990 pour faire face au moratoire nucléaire.

«Énergie 2000», c'est un projet combinant information, formation, recherche-développement et prescriptions, lancé par la Confédération en 1990, en collaboration avec les cantons, les organisations professionnelles et l'économie. Objectifs affichés, la stabilisation de la consommation de combustibles fossiles à son niveau de 1990 et de l'électricité à partir de 2000, notamment.

Une lecture optimiste des faits permet de tirer un bilan positif de l'opération. En 1998, ce programme a permis de freiner aussi bien la progression de la consommation globale d'énergie que les émissions de CO². Une dépense de 51 millions de francs a induit des investissements d'un milliard et la création de 9500 emplois.

Premier fautif: le prix du pétrole

Il n'y a pourtant pas de quoi pavoiser. Depuis 1990, la consommation d'énergie fossile a progressé de 6,1%, une augmentation beaucoup plus forte que la croissance économique. La demande d'énergie continue elle aussi sa course vers le haut. C'est dire que les objectifs décidés en 1990 ne seront pas atteints à la fin de la décennie, pas plus que le découplage entre croissance économique et besoin énergétique. Par ailleurs les progrès indéniables en matière d'efficacité énergétique – la consommation spécifique des immeubles, des voitures et des appareils a baissé – sont plus qu'annulés par le développement de la construction et du parc automobile.

Premier fautif, le prix du pétrole qui a baissé de 35% depuis 1990. C'est dire que sans mesures incitatives portant sur ce prix, il est inutile d'espérer une évolution significative des comportements.

Les objectifs d'économie ne sont pas seulement dictés par le souci de nous libérer à terme de la dépendance nucléaire. Il s'agit aussi de réduire les émissions de CO² et de permettre le développement des pays pauvres, sans

pour autant épuiser les ressources naturelles et mettre en péril l'équilibre écologique. Aujourd'hui, la consommation moyenne de la planète atteint 2000 watts par personne. Plus de 10 000 watts aux États-Unis, près de 5000 en Europe et 6000 en Suisse contre 800 en Afrique.

Transformer l'énergie primaire en énergie utile

Selon des chercheurs de l'École polytechnique fédérale de Zurich, la Suisse pourrait techniquement atteindre cette consommation moyenne de 2000 watts dans un délai de septante ans. Comment? En réduisant les pertes intervenant dans la transformation de l'énergie primaire en énergie utile et grâce au développement de nouvelles technologies. Quant à la demande restante, à savoir 2000 watts, elle serait couverte à raison des trois-quarts par des énergies renouvelables. Les énergies fossiles ne représenteraient donc plus qu'un douzième de la quantité consommée actuellement.

Prochaine législature décisive

Cet objectif implique bien sûr des décisions politiques. Or dans ce domaine les choses bougent peu et dans le plus grand désordre. Durant la décennie, les projets se sont multipliés mais, à l'exception de la très modeste Loi sur l'énergie, aucun n'a encore abouti. La loi sur le CO² n'est toujours pas sous toit, les deux Chambres n'arrivent pas à s'entendre sur la taxation des énergies non renouvelables et la réforme fiscale écologique est agendée pour après-demain. La prochaine législature sera donc décisive pour la politique énergétique. Un thème qui est néanmoins totalement absent de la campagne électorale. *jd*

À suivre ...

TRENTE-SIX ANS que ça dure, et déjà 1400 numéros...

Cher lecteur, chère lectrice, merci de votre confiance et de votre fidélité à *Domaine Public*.

réd.